



Présidentielle française



S'ils devaient choisir...
Les parlementaires suisses ne se pâment pas devant Emmanuel Macron, l'étoile montante de la politique française. AP

Les élus suisses ne voteraient pas Macron

Les politiques ont des mots très durs contre le dernier-né de la politique française. Certains l'adouberaient uniquement au 2e tour. Fillon déçoit et... fascine

Arthur Grosjean

Il est jeune, il est beau et son positionnement politique très centriste a tout pour plaire aux élus suisses, peu férus d'idéologie. Pourtant, les parlementaires helvètes ne se pâment pas devant Emmanuel Macron, l'étoile montante de la politique française. S'ils devaient choisir un candidat ce dimanche pour l'Elysée lors du premier tour de l'élection présidentielle, l'écrasante majorité des politiciens interrogés ne voterait pas pour lui.

Plus étonnant encore, les conseillers nationaux helvétiques rivalisent de formules assassines à son égard. «Une valise vide», lâche Dominique de Buman (PDC/FR). «Un ectoplasme dont la seule cohérence est d'affirmer tout et son contraire», tranche Ada Marra (PS/VD). «Il vient de nulle part et ne va nulle

part», susurre Yves Nidegger (UDC/GE). «Son programme évolue au fur et à mesure que les autres en parlent», rigole Frédéric Borloz (PLR/VD). La palme du trait perfide, car à double tranchant, revient à Olivier Feller (PLR/VD): «On ne sait pas où il se positionne ni ce qu'il pense. Ce serait un excellent conseiller fédéral dans un gouvernement de coalition en Suisse.»

N'y a-t-il donc pas un défenseur d'Emmanuel Macron? Si, nous l'avons trouvé en la personne de Guillaume Barazzone, maire de la Ville de Genève et conseiller national PDC. «Contrairement à ce que l'on dit, Macron a un programme. Il suffit de le lire sur son site Internet. C'est le seul candidat, avec Fillon, à proposer des réformes économiques structurelles qui tiennent la route. Sur les questions de



société, Macron m'est nettement plus proche, puisqu'il est libéral et urbain.»

Si le candidat Macron ne convainc pas les élus suisses, ce n'est pas seulement en raison de sa personnalité ou de son programme, jugé flou. C'est aussi à cause de son manque d'ancrage. «Il n'aura pas de majorité à l'Assemblée nationale pour gouverner», estiment les parlementaires de droite. Ils ne croient pas au réflexe légitimiste français qui, automatiquement, lui donnerait en juin une majorité des sièges de l'Assemblée nationale s'il est élu président. L'ancien maire de Genève et conseiller national PS Manuel Tornare est un des rares à y croire. «Il aura une courte majorité. Mais c'est vrai qu'elle ressemblera à une auberge espagnole. Quand on sait que le PS a déjà eu assez de mal à gérer ses propres divisions pendant cinq ans, on voit la difficulté qui attend un président Macron.»

«Propension à blablater»

Sauf exception, Macron n'est pas un candidat d'adhésion pour les élus suisses. La majorité d'entre eux cependant voterait pour lui au second tour s'il était opposé à Marine Le Pen. «Malgré son absence de profil et sa propension à blablater, je préfère un Macron à Le Pen ou à Fillon, notamment pour le bien de l'Europe», résume la conseillère nationale Min Li Marti (PS/ZH).

Marine Le Pen et le Front national font figure d'épouvantail dans le paysage politique suisse. Même à l'UDC. La vice-présidente du parti suisse, Céline Amaudruz, apprécie certes la candidate pour ses qualités de tribun, sa capacité de résistance et son discours sur l'immigration. Mais elle trouve que sa politique économique et sociale se situe clairement à gauche, avec notamment l'abaissement de l'âge de la retraite ou les dépenses pour le service public. «Au bout du bout, si je devais voter en France, ce serait plutôt pour Fillon.»

François Fillon est le candidat qui se détache d'ailleurs nettement pour les élus de centre droit ou de droite en Suisse. Et là, dès le premier tour. Mais il ne faut pas y voir une adhésion de cœur. Les cadeaux, les casseroles et les mensonges du candidat ont terni son image. «Tartuffe», «manque de colonne vertébrale morale», «tromperies», tels sont les termes qui fusent chez les élus helvétiques. Mais les députés bourgeois font la part des choses. Ils semblent avoir intériorisé le discours de Fillon, qui disait aux Français: «Je ne vous demande pas de m'aimer, je vous demande de me soutenir, parce qu'il y va de l'intérêt de la France.»

Au nom de la realpolitik, les élus libéraux ou conservateurs voteraient donc Fillon. Ils apprécient souvent son programme, qui taille dans les dépenses publiques et allège les charges des entreprises. Mais il y a aussi un trait de caractère du candidat qui les impressionne: son endurance. «Il a montré suite aux affaires une capacité de résistance, voire de résilience, face à l'adversité médiatique. Un vrai capitaine dans la tempête», souligne Dominique de Buman.

Les choix à gauche

Et la gauche suisse, pour qui voterait-elle? Prioritairement pour le candidat du PS, Benoît Hamon. «Il propose un programme social-démocrate pro-européen mais en rupture avec la politique sociale-libérale», explique le conseiller national Carlo Sommaruga. «Il appartient à une aile du PS qui m'est proche, avec la défense du revenu universel. C'est le seul candidat qui parle du lien social», renchérit Ada Marra. Mais Manuel Tornare, qui voterait Hamon par loyauté, ne le crédite d'aucune chance. «Il est lâché. Il paie la monnaie de sa pièce pour avoir joué les frondeurs du PS pendant cinq ans.»

Quant à Jean-Luc Mélenchon, c'est le candidat qui parle au cœur des élus de la gauche suisse. «Tribun hors pair», «excellent sens de la répartie, contrairement à Hamon», «grande culture»: les qualificatifs sont louangeurs sur son art oratoire. Si les élus de droite le crucifient sur son programme économique «irréaliste», ceux de gauche le taclent sur ses prises de positions internationales. Les uns trouvent qu'il sert trop la soupe à Assad en Syrie alors que d'autres lui reprochent sa complaisance envers les régimes autoritaires cubain ou vénézuélien.

Au-delà du choix des candidats, une rengaine revient dans la bouche des parlementaires helvétiques: «La France va mal.» Trop de chômeurs, trop de dettes, trop de divisions sociales et trop grand fossé entre les citoyens et la «caste» politique. Dominique de Buman parle de «décadence», Olivier Feller de «déliquescence des institutions» et Ada Marra d'un «système à bout de souffle». Guillaume Barrazzone et Manuel Tornare reconnaissent qu'il y a de grands problèmes mais refusent toute vision décliniste. «La France a toujours su relever les défis qui se présentaient à elle.»

Au-delà de leurs différences d'appréciation sur la situation du grand voisin, les élus suisses, tous bords confondus, se rejoignent pour souhaiter à la France un avenir meilleur. «Si la France va bien, c'est bon pour l'Europe et c'est bon pour nous», résumement-ils avec ce pragmatisme qui caractérise la Suisse.



Dimanche, 20 heures: trois qualifiés?

Cette campagne présidentielle est décidément inédite jusqu'au bout. On le sait, les écarts entre les deux duos en tête des sondages (Le Pen/Macron et Fillon/Mélenchon) se resserrent au point qu'il est hasardeux de désigner clairement aujourd'hui les noms des deux candidats qui se qualifieront pour le second tour, le 7 mai. Les écarts infimes à l'échelle d'une élection présidentielle pourraient demander un décompte des bulletins de vote plus minutieux que par le passé et donc plus gourmand en temps que d'habitude.

Un autre élément viendra rendre cette opération de décompte délicate: dimanche, les bureaux de

vote fermeront une heure plus tard que lors des élections présidentielles précédentes (19 heures au lieu de 18 heures). Cette heure supplémentaire, une première, est l'effet d'une loi adoptée le 25 avril 2016, dont le but était d'empêcher la divulgation des résultats avant 20 heures, relate la rédaction de France Info.

Les journaux télévisés de 20 heures pourraient donc ouvrir non pas avec les visages des deux qualifiés pour le second tour, comme c'est la tradition, mais avec un troisième.

Cette élection pourrait virer au cauchemar pour les sondeurs «Avoir les estimations dès

20 heures, c'est un luxe auquel on est habitué en France. La soirée de dimanche commencera peut-être dans l'incertitude», a ainsi déclaré Emmanuel Rivière, sondeur à l'institut Kantar Public, à France Info.

Pour annoncer des résultats fiables, les instituts de sondage ont pris des mesures exceptionnelles. Le nombre de bureaux-tests qui leur servent à faire remonter les résultats a par exemple été doublé chez Ifop et Ipsos; nouvel outil automatisé chez Kantar. Les sondeurs contactés par France Info soulignent qu'il est cependant possible que les noms des deux qualifiés ne soient pas connus à 20 heures, si les écarts sont trop faibles. **David Haerberli**